

ET « MAINTENANT »...

C'EST POUR QUAND



# Le changement est nécessaire tout de suite !

Pour les salariés du privé et du public, le changement c'est de répondre aux attentes sociales en rompant avec les politiques d'austérité :

- Développer l'emploi industriel
- Développer les services publics et l'emploi public nécessaire à leur bon fonctionnement
- Abroger la loi de réforme des collectivités territoriales
- augmenter les salaires
- Abroger la journée de carence
- Accéder à la retraite dès 60 ans et reconnaître la pénibilité d'un certain nombre de filières donnant droit à départ anticipé
- Sortir du Pacte européen budgétaire
- Créer un pôle public financier et mettre en place une vraie politique d'investissement monétaire et de crédit
- Réformer la fiscalité

Mais en cette rentrée, aucune rupture avec la politique d'austérité ne se fait jour !

**Nous sommes loin des promesses de la campagne présidentielle de rompre avec la logique d'austérité de Nicolas Sarkozy !**

La politique actuelle du gouvernement : gel du nombre de fonctionnaires avec suppressions de postes dans les ministères dits non prioritaires ; maintien du gel du point d'indice ; maintien, au moins pour 2012, de la journée de carence ; mise en place des métropoles à vocation de pôles compétitifs ; continuité des aides accordées aux entreprises malgré les licenciements.

Les mêmes raisons sont avancées : c'est la crise, il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires! Et pourtant... le CAC 40 a enregistré 37 milliards de profits pour le premier semestre 2012 !

De plus, on constate en 20 ans une hausse de 25% de gains pour les actionnaires (dividendes) contre une baisse de 10% des richesses qui reviennent aux salariés... Or, diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, créerait de l'emploi, permettrait de financer la protection sociale et de diminuer le déficit de l'État.

**La fraude fiscale** représente un manque à gagner pour l'État de 50 milliards, encore faut-il des fonctionnaires en nombre suffisant pour lutter contre ce phénomène !

La CGT évalue à 172 milliards le total **des aides et exonérations fiscales et sociales** dont bénéficient les entreprises, avec le résultat que l'on connaît en matière d'emploi. Voilà où se perdent les moyens de fonctionner et d'investir pour les collectivités et les ministères : quand l'argent ne va pas dans les caisses de l'État, il reste dans les poches du patronat ! Ce ne sont pas les fonctionnaires qui coûtent cher, ce sont les cadeaux fiscaux et les contournements frauduleux !

**Ce ne sont pas les salariés qui sont un coût, C'est la rémunération du capital !**

# ET AGIR, C'EST QUAND ? C'EST MAINTENANT !

**Automne 2012 :** Campagne contre le nouveau traité européen de « stabilité, coordination et gouvernance ».

Avec la Confédération européenne des syndicats (CES), la CGT réaffirme son opposition résolue à toute ratification de ce traité par la France, car l'austérité mène à l'appauvrissement des agents publics, des salariés, des privés d'emploi et des retraités et empêche toute reprise de croissance. La CGT soutient le « contrat social » proposé par la CES.

**9 octobre 2012 :** Journée nationale d'action pour l'emploi et l'industrie.

En Europe, l'emploi, lié aux forts enjeux industriels, fera l'objet d'une mobilisation dans 39 pays à l'appel de 190 syndicats. En France, cette journée interprofessionnelle lie ces enjeux aux préoccupations des salariés de tous les secteurs, sur l'emploi et le marché du travail. La Fonction publique territoriale est particulièrement concernée par cette journée : le développement

industriel permet le développement des services publics en créant le cercle vertueux : activité économique = impôts = moyens pour les services publics = développement sur le territoire, adaptabilité et continuité. De même, des services publics développés à la hauteur des besoins de la population permettent le cercle vertueux du développement industriel et de l'emploi : les collectivités représentent 70 % de l'investissement en France et sont créatrices de milliers d'emplois directs et indirects. Pour ces raisons, la Fédération CGT des Services publics a déposé un préavis national de grève. Fonctionnaires, agents publics, défendez l'emploi industriel c'est défendre nos emplois !

**11 octobre 2012 :** Manifestations unitaires partout en France pour augmenter le pouvoir d'achat des retraités, obtenir une véritable loi sur l'aide à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, favoriser un véritable accès aux soins.

## MANIFESTATION REGIONALE A LYON

Mardi 9 octobre 2012 à 11h00

POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Départ en bus DOLE : 7h30 Dole Choisey autoroute

8h15 Aire du Jura Arlay

8h30 Lons Marché aux bois blancs

RETOUR 15h

INSCRIPTIONS : 0384244365 / ud39@cgt.fr

**Vous ne voulez pas en rester là ?  
Organisez-vous collectivement !**

**Ensemble, dans le syndicat CGT, nous serons plus forts !**



## Bulletin de syndicalisation

Je souhaite :  prendre contact  me syndiquer  participer à une formation d'accueil

Nom – Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Collectivité ou établissement : .....

Téléphone : ..... Email : .....

**Bulletin à remettre à un-e militant-e CGT, ou à retourner à l'Union Départementale CGT, 76 rue Saint Désiré 39000 Lons le saunier- ud39@cgt.fr**

**Vous ne  
voulez  
plus de  
l'austérité ?**

**Rejoignez-  
nous dans  
l'action !**